

## Plan d'action Stratégie Biodiversité Suisse : appréciation et perspectives

Alors que la première phase du plan d'action Stratégie Biodiversité Suisse touche à sa fin, le coup d'envoi de la deuxième phase a été donné. La journée Nature et paysage 2024 de l'OFEV a offert un aperçu de l'engagement de différents acteurs et mis en lumière une sélection de projets. Le nouveau plan d'action s'appuie sur les succès obtenus jusqu'à présent, comble les lacunes et se concentre sur les mesures ayant un effet de levier important. Il ne s'agit toutefois que de l'un des nombreux instruments mis en œuvre pour atteindre les objectifs en matière de biodiversité définis aux échelons national et international. Parce que le maintien de la biodiversité est une responsabilité partagée, elle requiert l'engagement et la collaboration de toutes les parties prenantes.



Photo : Gregor Klaus

## La biodiversité, une tâche commune

Deux mois après le non à l'Initiative biodiversité, la directrice de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV), Katrin Schneeberger, envisage l'avenir avec un optimisme modéré : « Le résultat de la votation n'a pas été un non à la biodiversité, mais un oui à la voie que nous avons choisie et que nous poursuivrons résolument. » Elle a rappelé que la première phase du plan d'action, qui englobait des mesures urgentes et des mesures exploitant les synergies ainsi que des projets pilotes, était sur le point de s'achever et que le Conseil fédéral a adopté la deuxième phase (2025 – 2030) du plan d'action Stratégie Biodiversité Suisse. « Ces dernières années, des biotopes ont été revalorisés sur le plan écologique et des bases précieuses ont été élaborées », a déclaré Katrin Schneeberger. « Nous ne devons pas minimiser toutes ces réalisations, mais nous ne devons pas non plus enjoliver la situation. La biodiversité est sous pression et continue de diminuer globalement, pas seulement en Suisse. » Elle a souligné que le maintien et le développement de la biodiversité sont des tâches communes, qui ne sont pas uniquement du ressort de l'OFEV. « La biodiversité n'est pas un *one-office-show* ! » Il s'agit maintenant selon elle de combler les lacunes existant dans les différents secteurs.

« Nous ne devons pas minimiser ce que nous avons réalisé. »

Katrin Schneeberger, directrice de l'OFEV

## Des projets pilotes qui motivent

L'un des projets pilotes était consacré à des milieux naturels particulièrement fascinants, mais peu pris en compte jusqu'à présent : les sources. Il avait pour objectif de sensibiliser les cantons et d'autres acteurs tels que les ONG et les parcs de manière à ce qu'ils prennent eux-mêmes des mesures pour préserver les milieux fontinaux restants et revitaliser les objets dégradés ou détruits. A cette fin, l'OFEV finance un service de conseil. Pour Alberto Conelli, collaborateur de ce service, les sources sont des lieux « magiques », où les eaux souterraines se transforment en eaux de surface. La plus grande partie des milieux fontinaux a toutefois disparu.

Le projet est un franc succès, comme l'a montré une évaluation externe. Alors qu'en 2019, seuls quelques cantons avaient des milieux fontinaux

sur leur radar, en 2024, presque tous les cantons avaient des projets en cours pour inventorier, maintenir et développer ces milieux. Outre ses activités de conseil, l'équipe de projet élabore des bases méthodologiques et techniques, rédige des notes pratiques, publie une newsletter, propose des excursions ainsi que des ateliers et optimise la gestion des données. En outre, les collaborateurs et collaboratrices du service de conseil effectuent eux-mêmes des relevés des milieux fontinaux particulièrement précieux.

« Les sources sont des lieux magiques. »

Alberto Conelli, Conseil milieux fontinaux

## Changement de paradigme amorcé

Une mesure centrale et intersectorielle de la première phase du plan d'action a été la conception d'une infrastructure écologique nationale. À cet effet, les cantons ont été mis à contribution.

Francesca Cheda, du canton de Fribourg, a présenté une rétrospective des succès et des défis de ces dernières années.

Les principaux nœuds du réseau – les biotopes d'importance nationale – ont été au cœur des mesures urgentes. « Ces mesures ont permis de célébrer des succès à l'échelle locale et de freiner la tendance négative, a fait remarquer Francesca Cheda. Les revalorisations donnent un visage au plan d'action et sont importantes pour le moral des acteurs impliqués. Elles motivent à en faire davantage. »

Francesca Cheda est convaincue que les travaux de planification de l'infrastructure écologique sur l'ensemble du territoire ont marqué le début

d'un véritable changement de paradigme, car tous les secteurs doivent apporter leur pierre à l'édifice. Grâce aux moyens financiers supplémentaires, les effectifs ont pu être augmentés. Le guide de l'OFEV a également été d'une aide précieuse. Il a permis de

« Les revalorisations écologiques donnent un visage au plan d'action. »

Francesca Cheda, canton de Fribourg

s'assurer que tous les cantons partageaient la même vision et poursuivaient les mêmes objectifs.

## Stabiliser le système Confédération-cantons

Il reste toutefois des défis à relever. Francesca Cheda a souligné que les activités de la Confédération et celles des cantons n'étaient pas toujours coordonnées. La Confédération a augmenté son engagement financier dans le cadre du plan d'action. Il a toutefois fallu un certain temps avant que les cantons lui emboîtent le pas. Maintenant que les projets se multiplient et que des postes sont créés pour les mettre en œuvre, la Confédération supprime une partie des fonds, a expliqué Francesca Cheda. « Nous sommes dans une situation de déséquilibre permanent : soit nous avons les moyens mais pas le personnel, soit nous avons le personnel mais pas les moyens. » Elle espère que le système se stabilisera à un moment donné.

Un autre grand défi, selon elle, est de recueillir le soutien de toutes les parties prenantes des secteurs concernés. « Nous n'avons pas seulement besoin d'un réseau de biotopes, mais aussi d'un réseau de partenaires », a relevé Francesca Cheda. À ses yeux, le succès de la coopération réside notamment dans la défense de valeurs communes. Les partenaires ne sont pas seulement les acteurs classiques tels que l'agriculture, l'économie forestière et les communes, mais aussi l'économie et le secteur financier.

Ursina Wiedmer, du canton de Zurich, considère elle aussi que l'infrastructure écologique est un jalon dans le maintien et le développement de la biodiversité. Afin d'encourager les bonnes volontés, elle estime qu'il faut davantage informer le public au sujet du fait que les mesures urgentes permettent

d'injecter beaucoup d'argent dans les PME locales, les triages forestiers et les exploitations agricoles. Selon elle, c'est essentiel pour gagner des majorités politiques.

Faire de la conservation de la biodiversité une tâche commune constitue un véritable défi. « Cette prise de conscience doit encore être renforcée auprès de différents acteurs », a affirmé Ursina Wiedmer. À ses yeux, il est en outre primordial que d'autres départements et offices dans les cantons se voient attribuer davantage de ressources afin que la biodiversité y soit également prise en compte selon une approche professionnelle.

**« L'infrastructure écologique est un jalon dans le maintien et le développement de la biodiversité. »**

Ursina Wiedmer, canton de Zurich

### **Nouveau leadership**

« Holcim est conscient de sa responsabilité en matière de biodiversité », a déclaré Renata Pollini. D'une part, le groupe de matériaux de construction possède de nombreux terrains sur lesquels la biodiversité est modifiée et, d'autre part, le ciment, le gravier et le béton sont utilisés pour construire des zones urbanisées et imperméabiliser des surfaces. « Holcim souhaite réduire le plus possible son impact sur la biodiversité et, à terme, avoir une influence positive », a expliqué Renata Pollini.

Holcim est la première entreprise du secteur et l'une des trois entreprises au monde à avoir développé et validé des objectifs en faveur de la nature fondés sur des données scientifiques. Lors de la renaturation de ses sites d'extraction, la société s'efforce d'atteindre une biodiversité aussi élevée que possible, en s'inspirant de la diversité biologique des milieux naturels environnants.

**« Le partenariat est le nouveau leadership. »**

Renata Pollini, Holcim

Il est également important d'inclure l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. « Le partenariat est le nouveau leadership », a souligné Renata Pollini. Au lieu de prendre des décisions et de donner des instructions seule, Holcim fait passer la collaboration, le partage des responsabilités et la cocreation de solutions au premier plan. Afin d'apporter plus de nature dans les zones urbanisées, l'entreprise tente d'impliquer l'ensemble du secteur de la construction dans sa vision de la biodiversité, des architectes aux urbanistes en passant par les maîtres d'ouvrage.

### **Un grand impact auprès des offices fédéraux**

Holcim fait encore figure d'exception. Il est donc d'autant plus important que la Confédération montre l'exemple en maintenant et en développant la biodiversité sur les surfaces dont elle est propriétaire. Il s'agissait d'une mesure importante de la première phase du plan d'action. Lors de cette journée, trois offices fédéraux ont pu relater leurs expériences en la matière.

Au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS), la Stratégie Biodiversité Suisse et son plan d'action ont apporté un soutien aux programmes de



promotion de la biodiversité déjà existants. « Désormais, l'armée dispose de son propre plan d'action », a fait remarquer Pia Bergamaschi du DDPS. Le fait que la conseillère fédérale compétente soutienne expressément les efforts déployés est à ses yeux un grand avantage. Selon elle, des solutions judicieuses visant à promouvoir la biodiversité et la protection du paysage ont été trouvées malgré les conflits d'objectifs existants, afin de concilier protection et utilisation. Pour illustrer son propos, Mme Bergamaschi a pris l'exemple des terrains de conduite pour chars : l'utilisation plus ou moins intensive des portions de surface concernées permet le développement de précieux milieux naturels.

Le plan d'action Stratégie Biodiversité Suisse a également amorcé un changement à l'Office fédéral des transports (OFT), relève Markus Ammann. Les exigences posées aux chemins de fer dans la législation sont désormais beaucoup plus claires. Si la thématique est désormais ancrée et reconnue, les conflits d'objectifs entre la biodiversité, d'une part, et la sécurité ainsi que le maintien de la qualité de l'infrastructure, d'autre part, n'ont pas disparu, a-t-il ajouté. « Nous travaillons à l'équilibre entre les différents intérêts », a expliqué Markus Ammann. À ses yeux, il est important de consolider les acquis et d'avancer pas à pas. Selon lui, si une procédure plus rapide est exigée, des moyens financiers supplémentaires seront nécessaires en dehors des canaux existants.

Les objectifs du plan d'action pour l'Office fédéral des routes (OFROU) portaient principalement sur les espaces verts. « L'amélioration de la qualité écologique est un projet intergénérationnel, car elle nécessite un changement de paradigme chez tous les acteurs impliqués », a fait remarquer Martin Wyss de l'OFROU. Sans compter que de nombreuses machines utilisées à ce jour pour l'entretien nuisent à la biodiversité. Il a également précisé qu'il fallait du temps pour remplacer les machines existantes ou en développer de nouvelles. Un autre défi est selon lui la gestion des néophytes envahissantes.

Les trois intervenants se sont accordés pour dire que l'OFEV ne devait pas déléguer certaines tâches, telles la gestion des néophytes et la sensibilisation de la population. Martin Wyss souhaite notamment que la population apprécie davantage les surfaces riches en biodiversité et adresse moins de réclamations aux équipes d'intervention sur le terrain lorsqu'elles ne fauchent pas ces surfaces en permanence.

### **Rapprocher l'être humain de la nature**

L'une des trois priorités du nouveau plan d'action sera la biodiversité dans les zones urbanisées. Nicolas Senn, de l'Université de Lausanne, a mis en avant l'importance de la biodiversité pour le bien-être de l'être humain. Dans son exposé, il a fait référence à de nombreuses études qui

**« Le maintien et le développement de la biodiversité sont des mesures de santé publique. »**

Nicolas Senn, Université de Lausanne

démontrent clairement que l'accès à des espaces verts et donc à des infrastructures propices à l'activité physique a un effet positif sur la santé. Bien que, d'un point de vue méthodologique, il ne soit pas facile d'établir un lien de cause à effet entre ces deux aspects, la plupart de ces études montrent un lien qui reste évident même après avoir ajusté les données en fonction de facteurs socio-économiques. « La promotion de la biodiversité devrait donc être comprise comme une mesure de santé publique », a affirmé Nicolas Senn. Mais il constate aussi que l'accès de la population suisse aux espaces verts et à la nature n'est pas garanti partout. « Les acteurs de l'aménagement du territoire et ceux de la santé publique doivent davantage collaborer », a insisté Nicolas Senn.

Mais comment favoriser la biodiversité en zone bâtie ? Comment intégrer d'emblée la biodiversité dans les projets de construction ? La première phase du plan d'action a fourni à cet effet un outil précieux appelé « BioValues »<sup>TM</sup>. Ce dernier permet d'évaluer au moyen d'indicateurs si un projet remplit les exigences minimales d'une conception favorable à la biodiversité et comment une planification pourrait être optimisée pour mieux tenir compte des aspects liés à la biodiversité.

« Le nouvel instrument met en évidence la nécessité d'agir et objective la discussion sur le thème de la nature dans les zones urbanisées, a souligné Kathrin Hauser de la société SiedlungsNatur, co-responsable du projet. L'évaluation est

transparente et permet de comparer les

projets en fonction de critères de biodiversité quantitatifs et qualitatifs. » Selon elle, les promoteurs immobiliers et les urbanistes sont nombreux à faire appel à cette offre.

« BioValues<sup>TM</sup> est très utilisé », s'est réjouie Kathrin Hauser.

« Nous n'avons pas allumé un feu de paille, mais posé les jalons pour l'avenir. »

Hans Romang (OFEV)

Léa Gillioz, du canton du Valais, a présenté un autre outil. Dans le cadre de l'Agenda 2030 de développement durable du canton du Valais, le Service du développement territorial et celui des forêts, de la nature et du paysage ont publié un guide pratique à l'intention des communes pour promouvoir la nature en milieu bâti.

« Les communes sont des acteurs importants, mais elles ne disposent pas toujours des moyens suffisants pour prendre ce sujet en main », a fait remarquer Léa Gillioz. À cet égard, le guide pratique offre un soutien précieux. En fonction de ses ressources et de ses objectifs, chaque commune pourra y puiser des mesures clairement décrites à mettre en œuvre, du projet ponctuel à l'ancrage dans les processus communaux. Dans une deuxième phase, le canton a soutenu cinq projets de mise en œuvre réalisés par des communes. Les fiches de projet élaborées dans ce contexte seront publiées prochainement en annexe au guide.

### **Bilan du point de vue de l'OFEV**

L'OFEV est responsable de la mise en œuvre du plan d'action. Hans Romang, chef de la division Biodiversité et paysage, a donné son appréciation sur la première phase du point de vue de l'office.

Selon lui, de grands progrès ont été réalisés, comme l'ont montré de manière impressionnante les exposés, qui illustrent la grande diversité des mesures. « Je suis satisfait du résultat, surtout si l'on considère d'où nous sommes partis en 2017. Nous n'avons pas allumé un feu de paille, mais posé les jalons pour l'avenir », s'est félicité Hans Romang. L'augmentation notable des moyens alloués à la nature et au paysage par la Confédération et le fait que les cantons lui emboîtent le pas sont des éléments particulièrement décisifs. « L'augmentation des financements a été un énorme progrès. »

Grâce aux mesures immédiates, les progrès ont été rendus visibles et ont touché les gens, ce qui a joué un rôle essentiel pour motiver les parties prenantes et faire accepter de nouvelles mesures. Mais Hans Romang a également souligné que le plan d'action n'était qu'un instrument parmi d'autres pour la mise en œuvre de la Stratégie Biodiversité Suisse.

Le défi consiste maintenant à appliquer les connaissances acquises et les instruments élaborés afin d'obtenir un impact sur le terrain.

Hans Romang estime que des

améliorations sont nécessaires, entre autres, dans la gestion des attentes : le processus participatif tous azimuts mis en place lors de l'élaboration du premier plan d'action avait créé des attentes chez les parties prenantes, qui n'ont pas pu être satisfaites. « Maintenant, nous sommes

plus honnêtes : nous montrons beaucoup plus clairement ce que nous pouvons réellement apporter, mais aussi ce qui relève de la responsabilité d'autres acteurs. »

« Pour toutes les mesures prévues par le nouveau plan d'action, il faut que le plus grand nombre possible d'acteurs soient prêts à collaborer. »

### **Nouveau plan d'action : perspectives**

Christine Zundel, responsable du projet à l'OFEV, a présenté le nouveau plan d'action. Elle a notamment souligné que les mesures déjà décidées ou prévues n'y sont pas reprises. L'objectif est de combler les lacunes existantes avec les moyens actuellement disponibles. À cet effet, des mesures ont été placées sous l'égide de l'OFEV, tandis que des mandats d'examen ont été confiés à d'autres offices fédéraux afin qu'ils développent et mettent en œuvre des mesures dans leurs domaines de compétence respectifs. « Pour toutes les mesures prévues par le nouveau plan d'action, il faut qu'un nombre d'acteurs soient prêts à collaborer. »

Pour conclure, Hans Romang a porté son regard vers l'avenir. Selon lui, la deuxième phase du plan d'action peut s'appuyer sur un socle large et solide. De nombreux acteurs ont déjà été acquis à la cause. Aujourd'hui, associer des notions telles que « biodiversité », « infrastructure écologique » et « infrastructure de transport » tombe quasiment sous le sens. Nous avançons pas à pas dans la bonne direction. « On ne peut pas répondre de manière péremptoire à la question de savoir si le verre est à moitié plein ou à moitié vide, car notre réponse ne fait que refléter notre perception et notre opinion personnelles », a expliqué Hans Romang.

Pour cette deuxième phase, l'OFEV s'est fondé de manière plus systématique sur les objectifs en matière de biodiversité définis aux échelons national et international. Selon Hans Romang, l'office met l'accent sur les mesures qui ont un réel impact et qui produisent des effets de levier. Car il ne faut pas non plus oublier que la situation financière de la Suisse est tendue. Il serait naïf de croire et d'affirmer que cela n'a pas eu d'influence sur le plan d'action. « Avec ce plan d'action, nous avançons pas à pas dans la bonne direction. Maintenant, il faut se mettre au travail, de préférence avec toutes les parties prenantes. »

*Texte : Gregor Klaus*

*Toutes les présentations sont disponibles en téléchargement :*

[Plan d'action Stratégie Biodiversité Suisse \(PA SBS\) : appréciation et perspectives](#)

*[www.ofev.admin.ch](http://www.ofev.admin.ch) > Thèmes > Biodiversité > Manifestations*